

La Société administre aussi les facilités de financement direct que prévoit la loi dans les cas où l'exportation de biens de production justifient l'achat des crédits de plus de cinq ans. Lorsqu'elle y est autorisée par le gouverneur en conseil, la Société achète les billets à ordre ou autres effets de commerce émis par l'acheteur étranger.

Section 2.—Évolution du tarif douanier

Les cadres restreints de l'*Annuaire* obligent à limiter le détail, au sujet des marchandises et des pays, aux relations tarifaires actuelles, et à résumer le plus possible les données historiques et les détails sur les tarifs antérieurs.

Sous-section 1.—Le régime douanier du Canada*

Le Tarif des douanes du Canada comprend trois catégories principales: le tarif de préférence britannique, le tarif de la nation la plus favorisée et le tarif général.

Le *tarif de préférence britannique* accorde, sauf quelques exceptions, les droits les plus bas. Il vise les marchandises venant des pays britanniques, sauf Hongkong, lorsqu'elles sont envoyées, sans débarquement intermédiaire, d'un port britannique jouissant des avantages du tarif de préférence britannique à un port maritime ou intérieur du Canada. Certains pays du Commonwealth ont conclu, avec le Canada, des accords spéciaux en vertu desquels certaines marchandises jouissent d'un tarif inférieur au tarif de préférence britannique.

Les *droits du tarif de la nation la plus favorisée* sont généralement plus élevés que ceux du tarif de préférence britannique, et plus bas que ceux du tarif général. Ils visent les marchandises venant de pays avec lesquels le Canada a conclu un accord commercial. Le tarif vise les pays britanniques lorsqu'il est inférieur au tarif de préférence britannique. L'accord commercial le plus important au sujet des droits appliqués aux marchandises des pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée est l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Le *tarif général* frappe les marchandises des quelques pays avec lesquels le Canada n'a conclu aucun accord commercial.

Plusieurs marchandises entrent en franchise soit en vertu du tarif de préférence britannique, soit en vertu à la fois du tarif de préférence et du tarif de la nation la plus favorisée ou soit en vertu de tous les tarifs.

L'évaluation.—Dans ses grandes lignes, la loi sur les douanes porte que la valeur imposable d'une marchandise doit être la juste valeur marchande d'une marchandise semblable au moment et à l'endroit de l'expédition directe vers le Canada lorsqu'elle est vendue «a) à des acheteurs situés à cet endroit et auprès desquels le vendeur s'en tient rigoureusement à la lettre du droit, qui sont au même niveau commercial que l'importateur, ou sensiblement à ce niveau, et b) en les mêmes quantités ou sensiblement en les mêmes quantités, pour la consommation intérieure, dans le cours ordinaire du commerce et à des conditions de concurrence». Lorsqu'une marchandise semblable n'est pas vendue pour la consommation intérieure, mais que des marchandises semblables le sont, la valeur imposable doit être le coût de production de la marchandise importée majoré d'un pourcentage de profit brut égal à celui appliqué aux marchandises semblables vendues dans le pays d'exportation. La valeur imposable ne peut, d'ordinaire, être inférieure au prix de vente des marchandises à l'acheteur au Canada, non compris les frais intervenant après sortie du pays d'exportation. La valeur imposable ne comprend pas normalement le montant des impôts internes du pays

* Les règlements concernant les droits et la valeur imposable sont fournis, sur demande, par la Division des douanes et de l'accise, ministère du Revenu national, Ottawa, qui est chargé de l'application de la loi sur les douanes et la loi du tarif des douanes.